

La CGT Finances Publiques 31 a fait le choix de siéger au CTPD Emplois en deuxième lecture pour dénoncer le niveau réel de suppressions d'emplois exercés dans notre département, la reconnaissance du déficit d'emplois, et enfin faire entendre une nouvelle fois la réalité des services.

Face à l'impossibilité d'établir une situation réelle des effectifs (emplois budgétaires, emplois réels), la CGT a refusé de participer au vote sur les suppressions emplois.

**La Direction a procédé à un cours d'arithmétique peu orthodoxe où de nouvelles règles sont apparues comme les additions partielles où 1+1=1.**

En cours de CTPD, des documents nous ont été présentés en séance sans que nous en ayons connaissance au préalable : 21 suppressions d'emplois au nom de la solidarité régionale. Nouveau concept qui cherche à légitimer des suppressions d'emplois supplémentaires au regard du poids de notre département sur la région Midi-Pyrénées.

Après un vif débat, la Direction a reconnu que les documents fournis par la Direction Centrale étaient peu lisibles. C'est peu dire ! Après avoir joué pendant deux années à un tour de passe-passe avec les emplois des Domaines, notre Direction s'apprête à faire de même avec les emplois CHORUS.

**La CGT n'était pas venue les mains vides : une étude approfondie avait été effectuée sur l'évolution des emplois budgétaires affectés compte tenu des départs à la retraite, des mutations (arrivées, départs).**

Basée sur des documents émanant notamment de la Centrale, la Direction n'a jamais reconnu nos calculs mais au bout du compte doutait des siens et a fini par reconnaître avoir des différents sur ses chiffres et ceux de la Centrale. La Direction, dans un grand souci de transparence, n'a pas voulu nous communiquer ses correspondances avec le national.

La CGT Finances Publiques appelle l'ensemble des personnels à s'emparer du questionnaire emplois et à recenser service par service les emplois réels implantés et évaluer les emplois nécessaires à l'exercice des missions pleines et entières.

**La bagarre pour l'emploi continue !!!**

**Dans nos prochaines publications, nous vous livrerons notre analyse détaillée de l'emploi à la DGFIP 31.**

## **La CGT a demandé:**

- *l'attribution de nouveaux emplois au 1<sup>er</sup> avril par un mouvement complémentaire de B et C pour la gestion publique*
- *la couverture des emplois non pourvus par le mouvement du 1<sup>er</sup> septembre pour la filière fiscale.*
- *l'affectation de lauréats de concours en Haute Garonne*

**La Direction n'a voulu prendre aucun engagement sur ces points.**

Par la présence d'une vingtaine d'experts, représentatifs des services de la DGFIP, la CGT a fait le choix de mettre ce CTPD sous le contrôle des personnels et leur donner une nouvelle fois la parole.

Les réponses de la Direction, face à la réalité des services exprimée, n'ont fait que choquer un peu plus.

Certains Directeurs ont fait preuve d'un réel mépris devant les conséquences quotidiennes des suppressions d'emplois.